

## **TPF à Carling : des risques liés au déclin du site**

by Entreprise & Carrières - mardi, octobre 13, 2009

<https://correspondances.fr/total-petrochemicals-carling-risques-declin-du-site/>

**Total Petrochemicals a modernisé ses équipements et révisé ses procédures suite à l'accident mortel survenu à Carling. Mais les syndicats voient dans le déclin du site un facteur de risque.**

La direction de Total Petrochemicals France (TPF) a annoncé, fin septembre, le redémarrage, d'ici à la fin de l'année, du vapocraqueur 1 de la plate-forme chimique de Carling (Moselle), à l'arrêt depuis l'explosion qui a tué deux jeunes ouvriers du site, le 15 juillet dernier. Les investigations de la police judiciaire de Metz se poursuivent.

TPF a rendu à la Direction régionale de la recherche, de l'industrie et de l'environnement un premier rapport sur les causes immédiates de l'accident et entend poursuivre ses propres analyses durant plusieurs mois avant de rendre des conclusions.

### **Arbre des causes**

La commission d'enquête du CHSCT rendra, fin octobre, des conclusions incisives.

### **Prise en compte des préconisations du CHSCT**

Les préconisations du CHSCT pour sécuriser le redémarrage ont été prises en compte. Plus jamais les salariés n'effectueront d'allumage manuel sous les installations susceptibles d'exploser et de s'écrouler. Le surchauffeur qui assurera le redémarrage sera allumé à distance. Un second surchauffeur neuf, sécurisé, sera mis en service en avril prochain au terme d'un investissement de 10 millions d'euros.

Mais ces dispositions immédiates ne suffisent pas à rétablir la confiance des 785 salariés, qui voient dans

les restructurations successives de la plate-forme un facteur de risque.

En l'espace de deux ans, TotalPetrochemicals France a éteint un vapocraqueur, fermé plusieurs ateliers et annoncé quelque 350 suppressions de poste d'ici à 2011. Quant à l'inspection de 13 sites lancée par Total, Didier Gossard la considère comme « une simple opération de communication. Les cadres de très haut niveau qui composent cette commission ne vont pas se déjuger en remettant en cause des procédures qu'ils ont eux-mêmes mises en place ».